



Compte Rendu
Conseil Municipal

Séance du 10 février 2022

L'an deux mil vingt-deux, le jeudi 10 février, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué le 04 février 2022, s'est réuni à la salle polyvalente, sous la Présidence de Madame Valérie POMMAZ, Maire.

Madame le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Salle polyvalente
Le jeudi 10 février 2022 à 20h37
Enregistrement intégral sans pause »*

Madame le Maire fait l'appel

Etaient présents :

Mesdames Valérie POMMAZ, Isabelle ROUVIERE, Angélique HERNANDEZ-RUIZ, Delphine VIENOT, Catherine FERRON, Damaris CAROPPI,
Messieurs : Patrice AURAY, Olivier ROUVIERE, Vincent TRACLET, Jean-Marc VIENOT,

Excusés ayant donné un pouvoir :

- Mme Elisabeth BUONOMO à Mme Isabelle ROUVIERE
- M. Christian JULIAN à M. Jean-Marc VIENOT

Absents :

- M. Michel HARGE
- M. Victor PASSARELLA
- Mme Estelle GRUMET

Il a été procédé, conformément à l'article L-2121-15 du CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil; Madame Delphine VIENOT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le compte-rendu du conseil municipal en date du 09 décembre 2021 a été approuvé à l'unanimité.

1. Délibération n° 22.01.01 : Débat d'Orientation Budgétaire 2022

Monsieur l'adjoint aux finances expose que le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) a pour objet de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain Budget Primitif conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 et suivants du CGCT.

Considérant que le débat en Conseil Municipal doit avoir lieu, au plus tard, dans les deux mois précédant l'examen du budget,



Compte Rendu Conseil Municipal

Considérant que le débat sur les orientations générales présidant à l'élaboration du Budget Primitif 2022 s'est déroulé ce jour au Conseil Municipal,

Considérant que le contenu de ce débat n'est pas soumis au vote mais son compte rendu figure au registre des délibérations de la commune de Thil,

M. AURAY demande quel est le % d'endettement de la commune. M. ROUVIERE répond que la commune est faiblement endettée. En 2022, la commune a une dette de 176 000 € en capital pour un remboursement de capital annuel de 30 000 € environ, avec un emprunt qui se terminera en 2025. A compter de 2025 et sous réserve de ne pas prendre d'ici là un nouvel emprunt, le capital à rembourser sera d'environ 3 200 €.

Il est précisé qu'aucun prêt n'a été contracté depuis l'installation de ce Conseil Municipal (en mai 2020).

Mme le Maire ajoute que la commune n'a pas la maîtrise sur le montant des compensations de l'Etat même si elles sont en légère hausse chaque année. Ces recettes servent à compenser la suppression de la taxe d'habitation.

L'augmentation de la taxe d'aménagement s'explique par les nouvelles constructions (lotissements « Les tuileries » et « Les jardins de Julia »).

Le taux de la taxe d'aménagement en vigueur sur notre commune est de 5 %.

Vu l'avis de la commission générale du 04 février 2022,

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré :

- **PREND ACTE** de la tenue ce jour, au sein du Conseil Municipal, du débat portant sur les orientations budgétaires de la commune pour l'année 2022,
- **DIT** que la présente délibération à laquelle est annexée le texte introductif au débat sera affichée pendant un mois en mairie et mise en ligne sur le site communal.

Fait et délibéré à THIL, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

2. Délibération n°22.01.02 : ZAC des Goucheronnes (LA BOISSE) – Avis dépôt demande d'autorisation environnementale présentée par la société PITCH PROMOTION et permis de construire N°PC 001 049 21 00010

Cette délibération est retirée et le dossier est présenté à la fin du Conseil Municipal, en questions diverses.

3. Délibération n°22.01.03 : Temps de travail – Application des 1 607 heures

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;



Compte Rendu Conseil Municipal

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Considérant l'avis du comité technique,

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies ;

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 : Durée annuelle du temps de travail

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h



Compte Rendu Conseil Municipal

	arrondi à 1600 h
+ la journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1 607 heures

Article 2 : Garanties minimales

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.
- Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Article 3 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022.

Article 4 : Voies et délais de recours

Madame Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Fait et délibéré à THIL, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0



Compte Rendu Conseil Municipal

4. Délibération n°22.01.04 : SIEA – Adhésion au groupement de commandes d'audits énergétiques

Madame le Maire expose au Conseil Municipal que la rénovation du parc bâti, couplé aux installations d'énergies renouvelables, est un pilier de la transition énergétique et concerne tous les bâtiments publics.

Le Syndicat Intercommunal d'énergie et de communication de l'Ain (SIEA) souhaite apporter une réponse opérationnelle afin de faciliter la réalisation d'études énergétiques permettant aux membres d'atteindre leurs objectifs de réduction de consommation d'énergie, notamment ceux inscrits dans le cadre des Plans Climats Air Energie Territoire (PCAET), ou pour donner suite à la mise en place du décret « éco-énergie tertiaire ».

En effet, entré en application en octobre 2019, le décret « éco-énergie tertiaire » impose une réduction de la consommation énergétique pour les bâtiments de plus de 1 000m² des secteurs privé et public à usage tertiaire. Un audit énergétique est un préalable nécessaire pour s'assurer que les objectifs de réduction de la consommation d'énergie à horizon 2030, 2040 et 2050 seront atteints.

Dans ce contexte, le SIEA propose l'adhésion à un groupement de commandes pour l'élaboration d'audits énergétiques pour les bâtiments publics de notre commune. Le regroupement des pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, commandeurs d'audit, sous la forme d'un groupement de commandes, tel que prévu par les Articles L2113-6 à L2113-8 du code de la commande publique, est un outil qui permet d'effectuer plus efficacement et de manière mutualisée les opérations de mise en concurrence.

Le groupement est ouvert aux communes, aux EPCI, aux établissements publics du Département de l'Ain et aux personnes morales de droit privé sous réserve des conditions fixées par l'article L2113-6 du Code de la commande publique.

Le coordonnateur du groupement sera le SIEA. Il sera chargé d'organiser, dans le respect du droit des Marchés Publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un ou plusieurs prestataires afin de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

Le coordonnateur est également chargé de signer et notifier les accords-cadres et marchés subséquents qu'il conclut ainsi que les avenants éventuels. Les membres du groupement s'assureront de leur bonne exécution pour ce qui les concerne.

La Commission d'Appel d'Offre (CAO) du groupement sera celle du SIEA, coordonnateur du groupement.

Mme ROUVIERE précise qu'il s'agit d'un autre audit que celui voté lors du conseil municipal du 09 décembre 2021, en lien avec la CCMP.

Le premier audit (CCMP) concerne les 3 bâtiments => Mairie, salle des fêtes, école.

A la suite de celui-ci et après remise des rapports, un seul bâtiment sera retenu pour le second audit, vraisemblablement l'école (le plus énergivore).



Compte Rendu Conseil Municipal

M. AURAY demande si nous sommes dans l'obligation de réaliser les travaux à la suite de ces audits. Mme ROUVIERE indique qu'un décret oblige les communes à réduire de 40 % d'ici 2030 la consommation énergétique.

Et même si la commune a déjà réalisé des travaux pour diminuer cette consommation (isolation des combles, changement de fenêtres et portes à l'école), il faudra en envisager d'autres pour la réduire davantage, en fonction des finances de la commune.

Vu l'avis de la commission générale du 04 février 2022,

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré :

- A. **ACCEPTE** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour la réalisation d'audits énergétiques, annexée à la présente délibération.
- B. **AUTORISE** l'adhésion de la commune au groupement de commandes pour la réalisation d'audits énergétiques
- C. **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention de groupement, et toutes autres pièces nécessaires
- D. **AUTORISE** Madame le Maire à désigner les bâtiments que la commune souhaite intégrer au groupement pour la réalisation d'audits énergétiques et dans un premier temps à compléter l'annexe « Liste des bâtiments à auditer ».
- E. **AUTORISE** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Fait et délibéré à THIL, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

5. Délibération n°22.01.05 : Clinique vétérinaire de MIRIBEL (01700) – Participation stérilisation chats pour 2020

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération n°20.06.02 du 17/09/2020, autorisant la signature d'une convention avec la fondation 30 millions d'amis pour la stérilisation de chats errants, pour l'année 2020.

La commune prévoyait une enveloppe de 700 € permettant ainsi la stérilisation de 10 chats mâles et 10 chats femelles.



Compte Rendu Conseil Municipal

Cette somme a été versée à l'époque à la fondation 30 millions d'amis, afin qu'elle règle la clinique vétérinaire en charge des stérilisations, sauf que la convention elle, n'avait pas été renvoyée.

De ce fait, la fondation 30 millions d'amis nous a restitué cette somme, qu'il convient de verser à la clinique vétérinaire directement.

Vu l'avis de la commission générale du 04 février 2022,

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré :

ACCEPTE le versement de 700 € à la clinique vétérinaire de MIRIBEL (01700) – SELARL LOMBARD-PERROT-JAMONET-SPYCKERELLE, correspondant à la stérilisation des chats pour l'année 2020.

Fait et délibéré à THIL, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme au Registre des délibérations.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. Débat relatif à la protection sociale complémentaire

M. ROUVIERE présente les grandes lignes de cette réforme :

L'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 impose aux employeurs publics de financer au moins 50 % de la complémentaire santé et au moins 20 % de la complémentaire prévoyance des agents publics, comme c'est déjà le cas dans le secteur privé.

1/ Rappel des principes de l'ordonnance du 17 février 2021

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 impose aux employeurs publics, à l'instar du secteur privé, de participer au financement d'une partie des garanties de la protection sociale complémentaire de leurs agents.

Ainsi, les employeurs publics participeront désormais au financement d'au moins la moitié des garanties de protection sociale complémentaire souscrites par leurs agents et destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident (complémentaires santé), à hauteur d'au moins 50 % d'un montant de référence (qui sera fixé par décret en Conseil d'Etat).

De plus, les collectivités et établissements publics participeront au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès (prévoyance) auxquelles souscrivent leurs agents, à hauteur d'au moins 20 % d'un montant de référence (qui sera fixé par décret en Conseil d'Etat).



Compte Rendu Conseil Municipal

L'obligation de participation des employeurs à hauteur d'au moins 50 % de la protection sociale complémentaire santé va s'imposer progressivement pour les employeurs territoriaux :

- **dès le 1er janvier 2025 pour la participation à la prévoyance ;**
- **et au 1er janvier 2026 en ce qui concerne la participation à la complémentaire santé.**

Si une convention de participation est en cours (au 1er janvier 2025 pour la prévoyance ou au 1er janvier 2026 pour la santé) les obligations posées par l'ordonnance ne débiteront qu'à la fin de la convention de participation initialement en place.

2/ Sur l'organisation et la formalisation du débat relatif à la protection sociale complémentaire

L'article 4 III de l'ordonnance du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique dispose que "les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics organisent un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente ordonnance".

L'ordonnance introduit donc l'organisation obligatoire, au sein de chaque assemblée délibérante, d'un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire.

Pour rappel, le débat est une discussion et le texte ne précise pas les documents qui doivent être transmis préalablement. Il n'est pas non plus soumis à un vote.

Ce débat doit informer sur les enjeux, les objectifs et les moyens à déployer pour répondre à l'obligation de participation. Il est à prévoir au plus tard le 18 février 2022 et à programmer dans les 6 mois à compter de chaque renouvellement de mandat.

Comment préparer le débat obligatoire sur les garanties de protection sociale complémentaire ?

L'ordonnance ne prévoit pas de contenu. Chaque employeur public territorial est libre de le préparer selon son propre contexte.

Des points clés peuvent être présentés comme :

- les enjeux de la protection sociale complémentaire (accompagnement social, arbitrages financiers, articulation avec les politiques de prévention, attractivité ...) ;
- la compréhension des risques : les situations de perte de salaire en cas de congés pour raison de santé (mécanisme mal connu du demi traitement, versement partiel voire suppression du régime indemnitaire pendant les arrêts pour raison de santé, etc.) ;
- le point sur la situation actuelle (contrat, budget de participation employeur) ;
- la présentation du nouveau cadre : obligation de participation à la prévoyance et à la mutuelle santé des agents ;
- l'éventuel caractère obligatoire des contrats, dans le cas d'un accord majoritaire ;
- la nature des garanties envisagées ;
- le niveau de participation ;
- le calendrier de mise en œuvre.

Ce débat s'appuiera sur les dispositions de l'ordonnance n°2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique qui prévoient que les organisations syndicales peuvent conclure et signer des accords portant sur différents domaines de la gestion des ressources humaines et notamment de la protection sociale complémentaire.



3/ Sur la mise en place d'un contrat pour les collectivités qui le souhaitent

Les centres de gestion pourront conclure des conventions de participation avec des organismes de protection sociale complémentaire pour le compte des collectivités et de leurs établissements, à un niveau régional ou interrégional, pour la couverture des risques santé et prévoyance pour leurs agents.

Les collectivités et établissements pourront ensuite adhérer à ces conventions pour un ou plusieurs des risques couverts, après signature d'un accord avec leur centre de gestion.

Le Centre de Gestion de l'Ain engage actuellement des réflexions pour la mise en place, en 2022, de conventions de participation, à la fois sur la couverture des risques santé et sur la prévoyance des agents des collectivités affiliées.

La commune attend donc les propositions du CDG 01 pour s'engager dans cette démarche.

7. Questions diverses

- ZAC des Goucheronnes (LA BOISSE) – Avis demande d'autorisation environnementale présentée par la société PITCH PROMOTION et avis demande Permis de Construire n°PC0010492100010 :

La société PITCH PROMOTION a déposé une demande d'autorisation environnementale visée par le Code de l'environnement – Livre V – Titre 1er et une demande de permis de construire, en vue d'exploiter une plateforme logistique à LA BOISSE.

Ces dossiers sont soumis à enquête publique unique du lundi 7 février 2022 à 09h00 au vendredi 11 mars 2022 à 17h00 inclus, dans la commune de LA BOISSE.

Le registre d'enquête unique destiné à recevoir les observations du public, accompagné des dossiers de la demande d'autorisation environnementale et de demande de permis de construire, sera ouvert durant cette période à cette mairie.

Un affichage mentionnant cette enquête est obligatoire et notre commune est comprise dans le rayon d'affichage de cette enquête.

L'affichage doit avoir lieu 15 jours au moins avant le début de l'enquête et durant le déroulement de celle-ci, c'est à dire du vendredi 21 janvier 2022 au vendredi 11 mars 2022 inclus.

A l'issue de la période d'affichage, c'est à dire le samedi 12 mars 2022, le certificat d'affichage daté, signé et oblitéré du timbre de la commune, doit être retourné en Préfecture.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, notre conseil municipal doit formuler son avis sur ces dossiers (entre le lundi 7 février 2022 et le vendredi 25 mars 2022).

La délibération devant être prise en début de séance a été retirée car Mme Le Maire estime qu'il est prématuré de délibérer ce jour sur ce dossier.



Compte Rendu Conseil Municipal

En effet, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'étudier le dossier (disponible en mairie, version papier ou numérique et aussi sur internet), et de faire part de leurs remarques, lors du prochain Conseil Municipal de mars.

Ainsi ces remarques seront mentionnées dans la délibération et le commissaire enquêteur désigné pour ce dossier les examinera.

A savoir que si nous ne prenons pas de délibération, notre avis sera réputé favorable.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h29.



ANNEXES

1. Débat d'Orientation Budgétaire 2022
2. SIEA – Convention constitutive d'un groupement de commandes pour des audits énergétiques